



## FORMULAIRE 4.5



# FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF) RAPPORT DE FIN DU PROJET

**PAYS:** Niger

**PÉRIODE CONSIDÉRÉE:** Février 2016 - Février 2018

### Intitulé du Programme & Numéro du Projet

Intitulé du Programme: Autonomisation des Jeunes pour la Paix au Niger « AJPANI »  
Numéro du Programme (*le cas échéant*)  
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):<sup>1</sup>

### Entités participantes de l'ONU

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: PNUD, UNICEF, OIM

### Partenaires d'exécution

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales:  
La HACP (Haute Autorité à la Consolidation de la Paix) ; Le Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques ; Le Ministère de la Jeunesse et des Sports ; Le Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses ; Les services techniques décentralisés ; Les ONG ; Les communes ; Les radios.

### Budget du Programme/Project (en dollars US)

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)  
**2 500 000 \$**

Contribution gouvernementale  
(*le cas échéant*)  
**N/A**

Autres contributions  
(donateurs) (*le cas échéant*)  
**Contribution de 12 000 000  
FCFA (représentant 22 101 \$)**

### Durée du Programme

Durée totale (*en mois*) 24 mois

Date de démarrage<sup>2</sup>  
(*jour/mois/année*) 28 février  
2016

Date de fin prévue à l'origine<sup>3</sup> 28 février 2018  
(*jour/mois/année*)

Date de fin actuelle<sup>4</sup>  
(*jour/mois/année*) 28 février  
2018

<sup>1</sup> Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

<sup>2</sup> La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

<sup>3</sup> Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

<sup>4</sup> S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

au 01/05/2018) du projet  
"Assistance to Nigerien  
returnees in Agadez and  
Zinder (ANRAZ)" financé  
par le Gouvernement Suisse  
et mis en oeuvre par l'OIM  
au Niger

**TOTAL:** 2 522 101 \$

**Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours**

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui  Non Date: Juin 2017

Évaluation finale – *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui  Non Date: N/A

**Rapport soumis par**

Nom: ISSA ASSANE Adizatou

Titre: National Program Officer

Organisation participante (principale): OIM

Courriel: aissaassane@iom.int

## PARTIE 1 – ÉTAT D’AVANCEMENT DES OBJECTIFS

### 1.1 Évaluation de l’état d’avancement et des objectifs du projet

Pour les projets PRF (c’est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet a contribué:

**Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué.**

R1 L’insertion socio-économique des jeunes (hommes et femmes) à risque de manipulation et d’engagement dans la violence est renforcée et les risques de radicalisation des jeunes ciblés sont diminués.

R2 Les jeunes filles et garçons inactifs et à risque de façon générale, et en particulier les vulnérables migrants retournés, les potentiels candidats à la migration irrégulière, à risque de radicalisation, vulnérables à la violence, arrivent à subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur communautés tout en contribuant à la stabilité, la résilience et à la cohésion.

**Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué.**

R1.1 # de jeunes vulnérables à la radicalisation dans les zones ciblées ayant reçu des formations et/ou ayant accès aux opportunités d’autoemplois;

R1.2 # de jeunes filles et garçons à risque profilés et ciblés pour favoriser la stabilisation socioéconomique au sein des communautés vulnérables et sujettes à la radicalisation.

R2.1 # d’événements communautaires avec une participation significative des jeunes visant la promotion de la citoyenneté et la culture des valeurs démocratiques ; # d’émissions réalisées, diffusées par les radios communautaires appuyées promouvant la paix et la citoyenneté produits par les jeunes ; # de réunions des cadres communaux de concertation auxquelles les délégués des jeunes participent ; # des membres des Comités de développement communaux (incluant les élus, les services techniques et les leaders traditionnels et religieux) formés sur l’APBDH et les budgets participatifs; # d’outils de pilotage du développement communal (PDC, PIA, Budget) élaborés avec la participation des jeunes (F & G); # de communes inscrivant dans leur budget des actions spécifiques pour les jeunes et allouant ces ressources.

Tant pour les projets IRF (c’est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l’ensemble des objectifs atteints jusqu’à ce jour: conforme au plan

Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l’état d’avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d’énumérer jusqu’à quatre résultats par projet.

**Description du résultat 1:** L’insertion socio-économique des jeunes (hommes et femmes) à risque de manipulation et d’engagement dans la violence est renforcée et les risques de radicalisation des jeunes ciblés sont diminués

**Évaluer l’état d’avancement actuel du résultat:** conforme au plan

Indicateur 1: # de jeunes vulnérables à la radicalisation dans les zones ciblées ayant reçu des formations et/ou ayant accès aux opportunités d’autoemplois	Niveau de référence: 0 Cible: 500 État d’avancement: 100%
--	---

<p>Indicateur 2:</p> <p># de jeunes filles et garçons à risque profilés et ciblés pour favoriser la stabilisation socioéconomique au sein des communautés vulnérables et sujettes à la radicalisation</p> <p>Indicateur 3: N/A</p>	<p>Niveau de référence: 0 Cible: 780 État d'avancement:781</p> <p>Niveau de référence: N/A Cible: N/A État d'avancement:N/A</p>
--	---

### État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Le produit 1.1 a permis de réaliser les activités suivantes :

- 100% des cibles soit 500 dont 30% femmes dans 16 filières et sous filières ;
- 6 CFM dotés de l'équipement, 4 CFM réhabilités et 5 ateliers d'extension des CFM (hangars) et un mur de clôture ont été construits ;
- 47 enseignants formés.

Le produit 1.2 a permis de réaliser les activités suivantes :

- 781 jeunes, dont 225 filles, profilés, ciblés et formés en entrepreneuriat et 181 retenus pour les projets communautaires formés en plus en vie associative ;
- 606 plans d'affaires dont 600 individuels et 6 communautaires élaborés ;
- 600 jeunes en projets individuels équipés avec des kits d'autonomisation ;
- 6 projets communautaires autonomisés (5 groupes de 30 personnes et 1 groupe de 31 personnes) ;
- 59 jeunes placés en apprentissage ;
- Suivi et encadrement des activités des bénéficiaires réalisé par les ONG ;
- 400 bénéficiaires individuels (sur 600) et 4 groupements (sur 6) dotés d'un compte d'épargne.

### État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

Les 781 jeunes bénéficiaires des projets individuels et communautaires, qui étaient au départ sans activités ni ressources financières ou matérielles propres et donc exposés à toutes sortes d'activités illicites ainsi qu'au phénomène migratoire et à l'enrôlement, se retrouvent aujourd'hui pour la plupart avec de petites entreprises, des diplômes professionnels, et des comptes épargnes. La mise en œuvre des activités socioéconomiques a suscité et continue de susciter beaucoup d'espoir et d'engouement par la cible directe du projet, leurs communautés ainsi que les autorités des communes d'intervention du projet. Il est évident que cet appui a apporté un début de changement chez ces bénéficiaires d'après des témoignages recueillis auprès des jeunes et de leurs communautés respectives. Les suivis, réalisés par les ONG de mise en œuvre au

niveau des 6 communes d'intervention, ont révélés que ces bénéficiaires sont satisfaits car ils disposent dorénavant d'activités entrepreneuriales dont ils sont gérants et propriétaires avec des recettes hebdomadaires et mensuelles acceptables. Les activités des jeunes génèrent des marges brutes allant de 16 000 FCFA à 80 000 FCFA par semaine. Elles dénotent des revenus approximatifs que ces promoteurs enregistrent et qui leur permettent de faire face à leurs besoins, à l'amélioration de leurs conditions de vie ainsi que celles de leurs familles.

La théorie de changement reste valable car, partant des constats sur le terrain, une différence très nette se crée entre les personnalités de jeunes que nous avons profilé au départ et ces mêmes jeunes qui sont passés par la formation professionnelle et qui ont aujourd'hui leurs propres petites entreprises. Ceci est édifié par le rapport d'évaluation de l'INSS qui informe que sur l'ensemble, 71 % des personnes interrogées dans les zones bénéficiaires et 66 % dans les zones témoins pensent que les Activités Génératrices de Revenu (AGR) ont bel et bien contribué à l'épanouissement des jeunes.

### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?*

Le PNUD, dans la mise en œuvre des formations professionnelles, visait initialement à former 500 bénéficiaires de projets individuels. Cependant, lors de la mise en œuvre des activités, 59 bénéficiaires de projets communautaires ont été formés à la place des bénéficiaires de projets individuels. Afin de ne pas pénaliser ces derniers pour qui la formation se révélait nécessaire (dans la mesure où leurs plans d'affaires avaient été élaborés sur la base des formations choisies), il fut décidé que l'OIM formerait 59 bénéficiaires de projets individuels, activité qui n'était pas prévue initialement pour l'OIM.

En parallèle, il convient de noter que la nouvelle loi de finances de 2018 du Niger a eu un impact conséquent sur le prix de produits, entraînant une augmentation du prix de certains biens ainsi que du transport. Cette augmentation des prix a eu notamment un impact sur les derniers achats des kits d'autonomisation opérés en janvier 2018, kits ayant coûté plus cher que prévu.

Ainsi, la formation de 59 bénéficiaires couplée à l'augmentation des prix des kits d'autonomisation a entraîné un dépassement budgétaire pour l'OIM. Afin de contrecarrer ce dépassement et d'atteindre les résultats du projet définis, l'OIM a opté pour le cofinancement permettant ainsi de soutenir la création des deux derniers groupements à travers le projet « Assistance to Nigerien returnees in Agadez and Zinder (ANRAZ) », financé par le Gouvernement Suisse et mis en œuvre par l'OIM au Niger.

**Description du résultat 2:** L'implication et la représentation des jeunes (hommes et femmes) à risque dans le processus de prise de décision au niveau communautaire, local et national afin de fournir aux jeunes des mécanismes démocratiques de participation

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan

<p>Indicateur 1: # de jeunes vulnérables ayant développé leurs connaissances en matière de consolidation de la paix et en compétences techniques professionnelles</p>	<p>Niveau de référence: 0 Cible: 780 État d'avancement: 842 jeunes dont 31% de filles ont reçu une formation en citoyenneté, en leadership, en prévention de l'extrémisme violent et en vie associative. Parmi eux 47 jeunes dont 40% de filles ont reçu une formation en techniques de communication. 21 associations de jeunes créés.</p>
<p>Indicateur 2: # de communes cibles qui impliquent les jeunes à risque aux mécanismes de prise de décision</p>	<p>Niveau de référence: 0 Cible: 6 État d'avancement: Les 6 communes ont adopté, en consultation avec les jeunes, des lignes budgétaires dédiées à la jeunesse (moyenne d'environ 19% des budgets replanifiés). Six cadres de concertation ont été mis en place par arrêté communal, impliquant des jeunes à risque, les autorités et des représentants de la société civile.</p>
<p>Indicateur 3: d'événements communautaires avec une participation significative des jeunes visant la promotion de la citoyenneté et la culture des valeurs démocratiques</p>	<p>Niveau de référence: 0 Cible: 48 État d'avancement: 62 événements: 22 séances de sensibilisation organisées dans 2 communes où les radios n'étaient pas en fonction (10 à Dannet et 12 à Aderbissinat), et 40 assemblées électives des réseaux de médiateurs communautaires (34 quartiers/villages et 6 communes). 21 associations de jeunes créés.</p>
<p>Indicateur 4: # d'émissions réalisées et diffusées par les radios communautaires appuyées promouvant la paix et la citoyenneté produits par les jeunes</p>	<p>Niveau de référence: 16 Cible: 150 État d'avancement: 139 émissions par et pour les jeunes (messages, sketches) ont été réalisées et diffusées par 4 radios communautaires (63 à Tchintabaraden, 63 à Tassara, 10 à Zinder et 3 à Aderbissinat). Les émissions sont diffusées 3 fois par jour. Les radios ont été appuyées en équipements (radio solaire, enregistreurs, dictaphones, etc.). Deux radios n'étaient pas fonctionnelles et les diffusions ont été remplacées par des séances de sensibilisation.</p>

<p>Indicateur 5: # de membres des Comités de développement communaux (incluant les élus, les services techniques et les leaders traditionnels et religieux) formés sur l'APBDH et les budgets participatifs</p> <p>Indicateur 6: # d'outils de pilotage du développement communal (PDC, PIA, budget) élaborés avec la participation des jeunes</p>	<p>Niveau de référence:0 Cible 180 Etat d'avancement: 186 acteurs communaux (représentants des services techniques, de leaders, de la société civile et des jeunes des cadres de concertation) ont été formé sur l'APBDH et les budgets participatifs avant la validation des plans de développement communaux.</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 18 Etat d'avancement: 6 PDC, 6 budgets et 6 PIA ont été replanifié avec la participation de 79 jeunes des 6 communes.</p>
--	--

### État d'avancement des produits

*Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

La promotion de la participation des jeunes à risque a été assurée par la formation de 842 jeunes (valeurs civiques, prévention de la violence). Ces jeunes ont mis en place 22 séances de sensibilisation dans 2 communes. 47 jeunes ont été formés en techniques de communication et ont conçu 139 émissions sur les valeurs civiques et la paix, diffusées sur 4 radios. Des espaces récréatifs ont été construits dans 6 communes pour fournir un lieu de rencontre. 6 cadres de concertation sont en place (3 créés, 3 redynamisés), favorisant le dialogue et l'implication des jeunes.

Un environnement communal favorable à la participation des jeunes a été créé. 186 acteurs communaux ont été formés à l'APBDH et sur les budgets participatifs. Les outils de développement communal (PDC, PIA, budgets participatifs) ont intégré les préoccupations des jeunes (19 % du budget communal en moyenne). Un réseau de 40 médiateurs communaux (quartier, village, commune) a été mis en place, intégrant les jeunes.

### État d'avancement du résultat

*Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?*

Les jeunes à risque des communes d'intervention sont davantage représentés dans les processus de décision et les mécanismes aux niveaux local et communal. 842 jeunes (cible: 750) ont reçu une formation en citoyenneté, leadership, prévention de la violence et vie associative, dont 47 ont reçu une formation en techniques de communication pour concevoir des émissions radio pour les jeunes promouvant la paix et la citoyenneté. Ce renforcement de capacité a permis une plus grande implication des jeunes à risque dans les communes d'intervention. Suite aux formations, 21 associations réparties dans les 6 communes ont été créées directement

par les jeunes, agissant sur des thématiques comme le civisme, le développement et la salubrité. Ces associations regroupent 451 jeunes (133 filles). Parmi les initiatives ayant découlées de la création des associations, l'organisation de journées de salubrité (Dannet) et la participation à un forum régional des jeunes (Zinder II) dénotent une plus grande conscience citoyenne.

Des mécanismes sont en place au niveau des communes pour assurer la représentation et la participation des jeunes. Trois cadres de concertation ont été créés (Zinder II, Dannet et Aderbissinat), et trois cadres ont été redynamisés (Tchintabaraden, Tassara et Olléléwa) (cible: 6). Ces cadres de dialogue multi-acteurs (autorités communales, société civile et jeunes) permettent un dialogue intergénérationnel et favorisent l'implication de la population, dont les jeunes formés, au travers d'actions de développement. Des arrêtés communaux assurent formellement une place aux jeunes formés afin qu'ils puissent exprimer leurs besoins, de même que pour le contrôle citoyen. Un réseau de médiateurs communaux est en place et permet de régler des conflits pacifiquement. Les données sur l'implication des jeunes dans les processus de prise de décision montrent que 73,2 % d'entre eux sont consultés dans les villages d'intervention, contre 61,8 % dans les villages témoins (enquête de perception INS octobre-novembre 2017).

Les résultats obtenus démontrent que les jeunes, dont les capacités ont été renforcées durant les formations thématiques et professionnelles, se sont spontanément engagés dans des associations locales, devenant ainsi des acteurs de développement de leurs communautés. La cohabitation pacifique, ainsi que l'importance du maintien de la paix, sont systématiquement intégrés dans les actions de ces jeunes (notamment à travers l'implication de l'ensemble des groupes de la communauté). Les communes prennent aussi des engagements en faveur de l'implication des jeunes et impliquent ces derniers, désormais conscients du rôle qu'ils peuvent jouer dans les instances de prise de décision, dans la réactualisation des outils communaux (PDC, PIA, budgets), ainsi que dans les conseils communaux consultatifs.

### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?*

N/A

### **Description du résultat 3: N/A**

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** en decalage

Indicateur 1:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:
Indicateur 2:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:
Indicateur 3:	Niveau de référence:



	Cible: État d'avancement:
--	------------------------------

**État d'avancement des produits**

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

**État d'avancement du résultat**

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

**Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

**Description du résultat 4:** N/A

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** en decalage

Indicateur 1:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:
Indicateur 2:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:
Indicateur 3:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:

**État d'avancement des produits**

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

**État d'avancement du résultat**

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

**Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

## 1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p><u>Données factuelles:</u> Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<p>PNUD:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports des missions de terrain ;</li> <li>- Contrats avec les Directions régionales du MEPT ;</li> <li>- Rapports de mise en oeuvre des lettres d'accord avec les communes (trimestriels).</li> </ul> <p>OIM :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports des missions de terrain ;</li> <li>- Rapports des ONG de mise en œuvre (trimestriels) ;</li> <li>- Rapports des missions de distributions des kits ;</li> <li>- Arrêtés de la création des groupements (projets communautaire) ;</li> <li>- Contrats avec les ONG ;</li> <li>- Attestations de donation pour autonomisation.</li> </ul> <p>UNICEF :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de mission de suivi ;</li> <li>- Rapports des ONG de mise en oeuvre (trimestriels) ;</li> <li>- Arrêtés communaux de création des cadres de concertation des 6 communes ;</li> <li>- PDC, PIA et budgets communaux révisés ;</li> <li>- Réception finale des travaux des espaces récréatifs ;</li> <li>- Rapports de réunion des comités consultatifs communaux, attestation de donation des motos aux communes ;</li> <li>- Agréments et récépifs des 21 associations de jeunes ;</li> <li>- PV de mise en place des 40 médiateurs communaux.</li> </ul>
<p><u>Financement des déficits budgétaires:</u> Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Le financement de ce projet, même si minime comparativement aux besoins réels sur le terrain, a permis de combler une partie du déficit budgétaire pour les initiatives répondant aux besoins et préoccupations des jeunes dans les communes d'intervention. En effet, le projet a contribué à la stabilité des jeunes bénéficiaires à travers une prise de conscience de leur situation et des risques qu'ils encouraient. Mieux, avec les AGR qu'ils exercent désormais, beaucoup d'entre eux se focalisent sur le fait de fructifier leur chiffre d'affaire et ne pensent plus à traverser les frontières pour trouver de meilleures opportunités socio-économiques, ce qui est en train de contribuer à la réduction des risques d'enrôlement.</p>

	<p>De plus, les jeunes participent activement à l'élaboration des PDC et de leurs budgets (19 % en moyenne des budgets alloués aux jeunes). Ces budgets permettent de réduire les sources de conflit et la délinquance, et l'implication citoyenne qui en découle contribue à réduire les risques d'adhésion aux groupes ou discours violents et à favoriser la consolidation de la paix. Les besoins demeurent toutefois importants pour assurer la durabilité et la mise à l'échelle de l'intervention.</p>
<p><u>Effets catalytiques</u>: Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquent ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Au vu des premiers résultats positifs enregistrés dans le cadre de ce projet, l'OIM a promu le mode opératoire retenu auprès de bailleurs de fonds et mis en avant les besoins subsistants au Niger, notamment à Zinder où le phénomène de délinquance de la jeunesse est flagrant. Ceci a permis la mise en œuvre d'un nouveau projet « Prevention of Youth Violence in Zinder Region » financé par le Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique (octobre 2016-mars 2018) visant à prévenir l'extrémisme violent chez les jeunes. Sur un processus de mise en œuvre similaire, ce nouveau projet a permis de structurer des jeunes zindérois vulnérables en 35 projets communautaires contribuant à leur insertion socioéconomique.</p> <p>Egalement, suite aux formations à la paix, les jeunes ont initié 21 associations dans les 6 communes d'intervention traitant de civisme, de développement et de salubrité, qui ont été formalisées par les communes. De plus, des jeunes formés sont officiellement impliqués dans les 6 cadres de concertation créés ou redynamisés afin qu'ils puissent défendre leurs intérêts auprès des communes, de même que dans les 40 réseaux de médiateurs. Le projet a permis d'améliorer la gouvernance locale et la responsabilisation des municipalités. Les communes ont aussi révisé leurs budgets pour en allouer 19% en moyenne aux préoccupations des jeunes. Deux communes ont contribué financièrement à l'exercice de replanification de leur PDC (775 500 FCFA à Tchintabaraden et 505 800 FCFA à Tassara).</p>
<p><u>Gestion de risques/innovation</u>: Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Bien que la situation sécuritaire ait continué à se dégrader dans des zones ciblées par le projet, notamment la région de Tahoua où les deux communes sont en état d'urgence, les activités ont continuées et quelques innovations ont été apportées pour mieux consolider la paix. Des réseaux de médiateurs valorisant davantage les mécanismes traditionnels de prévention et de gestion de conflits ont été créés et outillés avec un code communautaire de gestion de conflit afin d'assurer une paix durable, en complémentarité avec les cadres de concertation.</p>
<p><u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes</u>: La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable à la fin du projet? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en œuvre du projet? Expliquer brièvement.</p>	<p>Toutes les interventions du projet ont été animées par un souci de parité : du ciblage des jeunes bénéficiaires au choix des filières de formation, en passant par le choix des nouveaux formateurs, la parité a été mise en exergue. Les besoins des jeunes devant être intégrés dans les cadres de concertation avec les autorités communales, ainsi que dans les PDC, ont pris en considération les besoins spécifiques liés au genre.</p>

(1 500 lettres maximum)	<p>Le taux de 40 % de femmes bénéficiaires initialement prévu dans le projet n'a pas été atteint, entre autres en raison de barrières socioculturelles. En effet, en général, les femmes des zones d'intervention ont du mal à prendre la parole en public et, en dépit des mesures incitatives, elles ont été moins nombreuses que les hommes à se présenter au profilage. Le taux de femmes directement bénéficiaires est de 31 %.</p> <p>Le projet a aussi entraîné la création par les jeunes de 21 associations incluant 133 filles (29 % des membres), dont 3 associations exclusivement féminines, 3 masculines et 15 mixtes. Le nombre de filles membres des associations a atteint plus de 50 % à la fin du projet mais a chuté en raison de problèmes comme les distances et les occupations familiales.</p>
-------------------------	--

## **PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI**

### **2.1 Enseignements tirés**

*Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.*

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	La création d'AGR en faveur des jeunes bénéficiaires a favorisé le renforcement de l'estime de soi chez ces derniers. Ces activités, qu'ils exercent pratiquement toute la journée, ont permis de prévenir l'exercice d'activités illicites telles que la consommation des stupéfiants.
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	La cohésion sociale se renforce à travers l'acceptation mutuelle entre jeunes qui travaillent ensemble dans des projets communs (exemple des bénéficiaires d'un projet communautaire qui ont décidé d'intégrer à leur groupe un autre jeune vulnérable de la région ou encore des bénéficiaires des groupes individuels qui se considèrent désormais comme des amis et se sentent liés par un destin commun). Aujourd'hui, les jeunes bénéficiaires du projet se fréquentent et s'entraident via le partage d'informations.
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	L'autonomisation financière qui commence à s'opérer chez certains des bénéficiaires crée une sorte d'envie chez les autres jeunes non-bénéficiaires du projet et qui guettent les nouvelles opportunités qui peuvent se présenter à eux.
Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	Les changements de comportement semblent s'opérer plus facilement au niveau communautaire qu'au niveau communal; les plateformes de gestion des conflits, à travers le réseau de médiateurs, ont donc été mis en place à différents niveaux (quartiers, villages et communes) plutôt qu'uniquement au niveau communal comme initialement prévu, avec de bons résultats observés (environ 50 cas de conflits divers réglés au niveau communautaire). Bien qu'il n'y

	ait pas de modèle universel de règlement communautaire des conflits, et en raison des limites potentielles des autres modes de gestion des conflits, la médiation communautaire, qui se veut participative et inclusive, semble adaptée au contexte nigérien, et encore davantage dans les zones où la justice traditionnelle joue encore un rôle prépondérant. Un Code de Médiation Communautaire a été développé et vulgarisé afin de faciliter l'appropriation des plateformes de résolution des conflits.
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	Les informations transmises aux jeunes lors des formations et des sensibilisations (dans les communautés et à la radio) ont non seulement amené les jeunes à s'impliquer davantage dans les processus de prise de décision (participation à la révision des PDC et des budgets participatifs) et au sein des cadres de concertation, comme prévu dans le projet, mais ont aussi causé un éveil citoyen plus large. En effet, 21 associations de jeunes ont été spontanément créées et ont mis en place des initiatives de développement et de promotion de la culture de la paix. Les jeunes ont aussi compris l'importance de formaliser leurs interactions avec les autorités; les 21 associations ont reçu une accréditation officielle au niveau de leurs communes. Plusieurs jeunes ont aussi entrepris des démarches de manière autonome pour obtenir leurs documents d'état civil (i.e. cartes d'identité).

## 2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)

*Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plaît, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).*

N/A

## PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION

### 3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

*Veuillez indiquer si les dépenses liées au projet ont été en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: en décalage*

Si les dépenses ont été en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

En raison de l'augmentation du prix de certains biens ainsi que du transport dus à la nouvelle loi de finances de 2018 du Niger et du fait que l'OIM a formé 59 jeunes bénéficiaires de projets individuels, formation initialement non prévue, l'OIM a connu un dépassement budgétaire. Afin de contrecarrer ce dépassement et d'atteindre les résultats du projet définis, l'OIM a opté pour le cofinancement à travers le projet ANRAZ financé par le Gouvernement Suisse et mis en œuvre par l'OIM au Niger.

Veillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.<sup>5</sup>

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU récipiendaire	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense
Résultat 1: L'insertion socio-économique des jeunes (hommes et femmes) à risque de manipulation et d'engagement dans la violence est renforcée et les risques de radicalisation des jeunes ciblés sont diminués					
Produit 1.1	Renforcement de cadre de formation professionnelle	PNUD	700 011 USD	700 011 USD	Le budget a été exécuté à 100%.
Produit 1.2	Appui aux activités socioéconomiques et à l'entrepreneuriat des jeunes filles et garçons	OIM	875 000 USD	875 000 USD	Le taux d'exécution financier a atteint 100%.  De plus, sur la base d'un cofinancement, le projet ANRAZ, financé par le Gouvernement Suisse et mis en œuvre par l'OIM au Niger, a contribué au projet à hauteur de 12 000 000 FCFA, représentant 22 101 \$ au 01/05/2018.
Produit 1.3	N/A				
Résultat 2: L'implication et la représentation des jeunes (hommes et femmes) à risque dans le processus de prise de décision au niveau communautaire, local et national afin de fournir aux jeunes des mécanismes démocratiques de participation					
Produit 2.1	Promotion de la citoyenneté et de la participation des jeunes à risque dans la vie des communes	UNICEF	425 000 USD	437 463,43 USD	Le taux d'exécution financière est donc de 103%. Ce montant comprend la mise en place des

<sup>5</sup> Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

					cadres de concertation, les formations des jeunes, les travaux de construction des espaces récréatifs (incluant l'achat de matériel et l'étude de faisabilité, et le suivi des travaux) et l'achat d'équipements pour les radios communautaires.
Produit 2.2	Création d'un environnement communal favorable à la participation des jeunes	UNICEF	125 000 USD	107 360.19	Le taux d'exécution financière est à 85,88%. Ce montant comprends les formations et la mise en place de plateformes de médiation, ainsi que l'équipement remis aux communes (motos) et le support des VNU aux communes. Ce montant est en légère sous-dépense compte tenu de certaines activités dont les dépenses sont communes avec le produit 2.1 (comme l'implication des jeunes dans la révision des outils communaux et la construction d'espaces récréatifs contribuant à

					l'environnement communal).
Produit 2.3	N/A				
Résultat 3: N/A					
Produit 3.1					
Produit 3.2					
Produit 3.3					
Résultat 4: N/A					
Produit 4.1					
Produit 4.2					
Produit 4.3					
Totale:					

### 3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

*Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements apportés au projet (quel type et quand) (2 000 lettres maximum):*

Le projet, malgré les difficultés de coordination dans la mise en œuvre au démarrage, a été exécuté de manière concertée. Les agences partenaires de mise en œuvre se sont rencontrées et/ou concertées à chaque fois que le besoin se présentait. Il convient également de souligner l'importante implication des autorités nigériennes, des bénéficiaires ainsi que des leaders d'opinion dans les choix des types d'assistances ainsi que dans la stratégie de mise en œuvre. Les partenaires (principalement au niveau des quartiers, des communes et des Directions régionales) ont été des partenaires essentiels dans la mise en œuvre du projet. Néanmoins certains partenaires au niveau central du MEPT auraient souhaité être impliqués davantage dès la conception du projet. Un comité technique d'échange multipartenaires a été proposé pour une meilleure approbation et capitalisation de l'expérience dans le cadre de AJPANI. Parallèlement, les ONG de mise en œuvre ainsi que les VNU engagés dans le projet ont facilité le partage d'informations et la coordination sur le terrain.

Le Secrétariat a joué un rôle important de suivi et de coordination en assurant un suivi régulier et en favorisant la mise en place d'un cadre de suivi commun. Le Secrétariat a aidé à la mise en relation entre les différents projets et a facilité la réflexion sur l'harmonisation des rôles et des responsabilités des comités de pilotage des projets aux niveaux central et décentralisé.